

Crise : Changer!



Voilà trop longtemps que nous laissons les libéraux imposer leur pensée et leurs lois. Ils croyaient avoir anéanti les idées socialistes. Ils se sont trompés ! Ils nous ont trompés !

Il y a quelques mois, N Sarkozy, François Fillon jubilaient en prétendant avoir gagné la bataille idéologique contre la gauche : ils se sont trompés ! Ils nous ont trompés !

La commission Barroso, Angela Merkel, Berlusconi voulaient un grand marché de la libre concurrence et refusaient l'Europe sociale: ils se sont trompés ! Ils nous ont trompés !

La crise les condamne. Ce ne sont pas les salariés, les peuples qui doivent payer les pots cassés !

2008 s'achève avec le discrédit de la mondialisation libérale, 2009 doit être le temps de la gauche.

La droite dit que les socialistes n'ont pas de propositions, ils se trompent, ils nous trompent !

Aujourd'hui nous sommes incontournables et nous voulons proposer des solutions nouvelles ambitieuses !

Nous voulons proposer pour changer !

Je me suis attachée à comprendre cette crise, à analyser les réponses actuelles- manifestement insuffisantes-, et à présenter une alternative :

L'économie ne doit plus mettre l'homme à son service ; elle doit être un instrument au service des besoins humains !

Marie-Noëlle Lienemann

Changer

La crise doit nous permettre de tirer des leçons efficaces et d'affirmer une volonté.

Le système capitaliste financier, le libéralisme mondialisé sont à bout de souffle. Les fondamentaux de la gauche retrouvent une nouvelle jeunesse.

La droite tente de remettre en marche le système. La gauche veut le changer.

**Mais rien n'est joué, les temps sont durs pour un nombre croissant d'hommes et de femmes,
En France, en Europe, dans le monde,
il faut des choix alternatifs clairs.**



1ère leçon: Ne plus subir des lois présentées jusqu'ici comme incontournables (le marché, la libre concurrence...). **Retrouver le primat du politique, de la souveraineté populaire, le sens de l'intervention publique et du rôle économique de l'État!**

2ème leçon : La répartition des richesses ne peut être simplement une conséquence - d'ailleurs très aléatoire - du développement économique ; elle est **le moteur même d'une économie stable et prospère**. Il est indispensable d'inverser le mouvement engagé depuis 30 ans et, d'enfin, mieux **rémunérer le travail par rapport au capital**.

3ème leçon : La solidarité collective plutôt que l'assurance individuelle, pour ce qui concerne les besoins fondamentaux tels que la santé et les services publics. Avec la crise boursière, les fonds de pension s'effondrent et les retraites des salariés sont menacées. Les jeunes américains doivent renoncer à faire des études parce qu'ils n'ont plus de prêts des banques. Dans de nombreux pays, les gens ne peuvent se soigner car ils ne sont pas correctement assurés... **Vive la sécurité sociale, la retraite par répartition et les services publics !**

4ème leçon : développer les activités productives, plutôt que colmater les déficits financiers. Ré-industrialiser la France et L'Europe.

5ème leçon : Relancer les bases d'une économie mixte, fondée prioritairement sur la réponse aux besoins humains, en tenant compte rigoureusement de la protection de la planète et réinventer **des outils publics nationaux d'intervention économique**

6ème leçon : Re-fonder l'Europe sur d'autres bases : une Europe politique et sociale qui définisse des protections communes, la préférence communautaire, les solidarités, les convergences sociales et les politiques communes. Cela suppose aussi de faire marche arrière en matière de déréglementations, d'indépendance de la BCE...

7ème leçon: S'opposer au libre échange, à la concurrence sauvage, inventer des échanges justes et équilibrés : **le droit de se protéger, le devoir de faire avancer partout des normes sociales et environnementales avancées !**

8ème leçon : stopper la domination de l'hyper-puissance américaine, par la construction d'un monde multipolaire où l'Europe affirmerait une autre vision de l'avenir. Il faut changer la gouvernance mondiale, ne plus laisser à la finance le pouvoir de se réguler et de se contrôler, ni permettre au FMI d'imposer ses diktats et sa pensée unique, ou à l'OMC d'obliger à la concurrence généralisée sans règles sociales et environnementales.

La finance ne doit plus commander!

Il ne suffit pas de plus de transparence. Il faut changer le système!

Contrôler et taxer les mouvements de capitaux : vite la taxe Tobin,

pour remettre en cause la libéralisation des mouvements de capitaux qui est au cœur du capitalisme financier actuel.

La taxe sur les mouvements de capitaux est le seul moyen de les connaître, de les contrôler et donc de les réguler mais aussi de réduire la spéculation née de la multiplication des transactions.

La taxe doit être mondiale, l'Europe peut la créer unilatéralement

Faire la guerre aux paradis fiscaux exige d'interdire tout virement bancaire vers eux.

On doit imposer immédiatement à toutes les banques, notamment françaises, qui bénéficient des aides publiques de sortir immédiatement tous leurs placements des paradis fiscaux.



Interdire les fonds spéculatifs (hedge funds) et les fonds de capital investissement (private equity), favorisera les placements productifs. Certains vont proposer de les encadrer, de mieux les contrôler. Mais, c'est leur logique qui est condamnable. On ne sortira pas de l'économie casino sans des décisions radicales.

Un vrai retour de l'État!

Créons des pôles financiers publics.

Il est indispensable de garantir dans l'univers financier un pôle public capable de garantir l'intérêt général.

En France, on peut constituer ce pôle à partir de la caisse des dépôts et consignations mais il est nécessaire de nationaliser totalement ou partiellement certaines banques comme Dexia, banque des collectivités locales.

Imposer des agences de notation et des régulateurs publics, dans chaque pays, en Europe.

Favorisons l'investissement à long terme, en particulier, par la fiscalité et en taxant de manière très forte les plus values excessives et spéculatives ... Certaines banques ont pu proposer sur des produits dits « à risques » des rentabilités allant jusqu'à 40 ou 50%!



Évidemment ces propositions ne sauraient faire office de refonte complète du système financier mondial et européen, mais elles ouvrent la voie d'une alternative au capitalisme financier globalisé.

C'est la tâche de la gauche et des socialistes de porter haut cette ambition, car sinon les intentions « régulatrices » toujours invoquées en cas de crise se perdront dans les sables en attendant la crise suivante !

Pour un « Protectionnisme » Européen...

Affirmons « Le droit de se protéger, le devoir d'exporter des normes sociales et environnementales avancées »!

Stoppons la concurrence sauvage et les délocalisations. Au niveau mondial en imposant des normes sociales et environnementales au sein de l'OMC.

En Europe : la fin de la concurrence libre et non faussée !

Nous réalisons 70% de nos échanges au sein de l'UE.

Il est urgent d'imposer **des convergences sociales** vers les meilleurs standards sociaux de l'Union européenne (SMIC, durée légale du travail, etc..).

L'harmonisation fiscale doit s'opérer rapidement en renforçant la capacité d'intervention des États.

Ces mesures sont les seules qui pourront **combattre les délocalisations** intra-européennes.

A ses frontières, l'Europe doit se protéger en mettant en place **un tarif douanier extérieur commun** pour des produits venant de pays à bas salaires et ne respectant pas les normes environnementales.

Cette politique de protections ciblées doit aller de paire avec une nouvelle politique de co-développement!



Ré-industrialiser, un développement durable

Les libéraux nous ont fait croire que nos pays développés devaient abandonner l'industrie pour les services, et que les États devaient se désengager pour laisser faire le marché. Le bilan est sans appel : chômage de masse permanent, précarité, petits boulots, le long terme négligé, la planète menacée.



Changer c'est :

- **Lancer des grandes politiques industrielles**, en particulier pour promouvoir un développement réellement économe en énergie, en matière première et respectueux de l'environnement. Réhabiliter les aides publiques - refusée jusqu'alors par la Commission européenne - en particulier pour la modernisation et l'innovation.
- Créer **une taxe carbone** (mondiale ou dans un premier temps européenne) qui accélèrera la décarbonisation de notre économie, qui favorisera le maintien et la réinstallation d'industries dans nos pays.

Un plan de relance européen ambitieux !

Les plans nationaux actuels additionnés les uns aux autres ne suffiront pas. Il faut un plan européen supplémentaire et **consacrer au moins 3% de notre PIB à cette nouvelle relance.**



Un programme de grands travaux et d'investissements verts (l'isolation massive des bâtiments, énergies renouvelables, fret, transports propres, la dé-pollution des rivières et mers...).

Un grand emprunt pour le financer. L'UE pourrait emprunter sans pénaliser l'avenir puisqu'il s'agit d'investir dans le développement.

Des ressources propres de l'Union soit à travers la taxe carbone, la taxe sur les mouvements de capitaux, où une taxe sur les transports.

Baisser la TVA, au moins dans des secteurs très créateurs d'emplois, les services de proximité, les produits écologiques ou de première nécessité. Augmenter les impôts progressifs sur le revenu, les plus values, le capital non-investi.

La relance doit soutenir aussi le pouvoir d'achat !

L'euro pour la croissance et l'emploi !

Nous ne pouvons plus accepter que notre situation économique, et donc sociale, dépende de l'orthodoxie budgétaire imposée au nom de la lutte contre l'inflation, ou de la décision des personnes « indépendantes » sans contrôle, sans orientations démocratiquement adoptées, à savoir la Banque centrale européenne (BCE).



L'euro constitue un bouclier contre les spéculations monétaires, mais les conditions de sa mise en œuvre, le pacte de stabilité, ont bridé la croissance.

- **Inclure dans les objectifs de la BCE, la recherche de la croissance et de l'emploi** au même titre que la faible inflation.
- **Abroger le pacte de stabilité**, mettre en place un gouvernement économique de la zone Euro.

Ce qu'ils nous ont refusé hier, doit être exigé aujourd'hui !

Relancer le capital public, l'économie mixte !

C'est décisif pour agir immédiatement sans attendre une nouvelle architecture mondiale, ou une nouvelle politique économique européenne !

Restaurer du capital public dans les entreprises!

C'est nécessaire pour :

1- Éviter les délocalisations, les fermetures, les licenciements boursiers, soutenir des secteurs innovants, utiles socialement même si leur rentabilité est faible.



2- Faire prévaloir, l'emploi, l'avenir de l'entreprise sur le profit des actionnaires.

C'est possible en créant des fonds souverains, mais qui doivent être contrôlés démocratiquement par le Parlement, en lien avec les partenaires sociaux.

Réformer radicalement les aides publiques actuelles aux entreprises et les transformer en prise de capital.

Reconquérir et défendre les services publics.

L'Europe porte une grande responsabilité dans le terrible mouvement de dérégulation des services publics. Le manifeste des partis socialistes européens demande une évaluation des conséquences de cette libéralisation des services publics et demande un cadre communautaire. Il faut aller plus loin.

- **stopper toutes les dérégulations et permettre un moratoire** dans l'application des directives.

- **Instaurer une clause de sauvegarde** des services publics qui permette à un État de déroger à une directive de dérégulation (il existe de nombreux droit à la dérogation en Europe, pourquoi ne pas les permettre sur les services publics).

- **Les entreprises de services publics françaises doivent demeurer à 100% public.** Ce combat est d'actualité contre le changement de statut de La Poste

- **Créer des emplois** en nombre dans le secteur public où les besoins sont considérables comme la **santé, l'éducation, la recherche**. Tordons le cou aux dogmes libéraux de la réduction de l'emploi public. L'essentiel est de les financer d'où l'urgence d'une révolution fiscale !



Réduire les inégalités !

La sortie de crise sera aussi sociale.

- contre le chômage et **interdire les licenciements dans les entreprises qui font des bénéfices.**

- **Tout doit être fait pour revaloriser les salaires :**

Hausse immédiate de 100 Euros du SMIC et exonération de cotisation sociale sur les bas et moyens salaires pour toute hausse de 100 Euros mensuelle.



Cette exonération doit être conçue dans l'attente d'une réforme structurelle des cotisations. Elle devra tenir compte de la valeur ajoutée produite et pas de la masse salariale. Cela permettra d'alléger les charges des PME et des entreprises à forte main d'œuvre et de faire cotiser celles qui font des profits importants avec peu de salariés !

Renforcer la protection sociale !

Les raisons de la privatisation des protections sociales sont désormais évidentes : la financiarisation de sommes colossales. **La plupart des fonds spéculatifs sont des fonds de pension.** Une partie des retraités anglo-saxons sont aujourd'hui ruinés !

La France, grâce à de vastes mouvements sociaux a moins dérivé que d'autres pays, néanmoins la droite - et plus encore avec Nicolas Sarkozy - s'attaque aux remboursements, à la qualité des soins, à l'âge de départ en retraite, réduit les pensions, favorise la retraite par capitalisation.

Il y a urgence à se mobiliser contre ces graves dérives.

Une protection sociale de qualité est économiquement intéressante. Le pouvoir d'achat des retraités relance la consommation, la qualité et l'accès aux soins, créent des activités et de l'emploi non délocalisable !

La solidarité collective vaut mieux que l'assurance individuelle !



Comment contacter votre députée ? Parlement Européen

Rue Wiertz, 1047 Bruxelles, Belgique

tel : +32 2 284 71 02

fax : +32 2 284 91 02

Allée du Printemps, 67100 Strasbourg, France

tel : +33 3 88 17 51 02

Fax : +33 3 88 17 91 02

**Marie-Noëlle Lienemann, 192 rue G. Peri BP 62110 Hénin-
Beaumont**

lienemann.typepad.fr

mnlienemann@europarl.eu.int

